Tanzanie : un journaliste suspendu pour sa couverture du Coronavirus

Reporters sans frontiÃ¨res,Â 25.04.20 CommuniquÃ© de presse Reporters sans frontiÃ¨res (RSF) dÃ©nonce une sÃ©rie de sanctions disproportionnÃ©es visant des mÃ©dias et des journalistes tanzaniens pour des sujets liÃ©s Ã la crise du coronavirus. RSF appelle les autoritÃ©s Ã ne pas alourdir encore le climat de peur et de pressions dans ce pays oÃ¹ la libertÃ© de la presse ne cesse de se dÃ©grader depuis 2016.

Les lecteurs duÂ Tanzania DaimaÂ ne sont pas prÃªts de revoir la signature deÂ Talib Ussi HamadÂ dans leur quotidien. AccusÃ© d'avoir publiÃ© un reportage sur le coronavirus sans lâ€™accord dâ€™un patient contaminÃ©, le reporter a Ã©tÃ© su pour six mois Ã partir du 20 avril.Â Cette dÃ©cision intervient quelques jours seulement aprÃ¨s celle ordonnÃ©e contre le groupe de presseÂ Mwananchi, dont la licence de site dâ€™information a Ã©tÃ©Â suspendueÂ pour six mois. Raison, elle auss au Covid-19 : la diffusion dâ€™une photo prÃ©sentant le prÃ©sident John Magufuli entourÃ© de plusieurs personnes. Elle a provoquÃ© de vives rÃ©actions alors que des mesures de distanciation sociale sont en vigueur dans le pays. Les autoritÃ©s ont indiquÃ© que le clichÃ© avait Ã©tÃ© pris avant la crise sanitaire. Le mÃ©dia lâ€™a rapidement retirÃ© et a depuis prÃ©sen excuses publiques. En plus de la suspension, il a Ã©copÃ© dâ€™une amende de cinq millions de shillings tanzaniens (environ 2Â 000Â euros).Â Trois autres organes -Â Star Media,Â Multichoice Tanzania, etÂ Azam Digital BroadcastÂ - ont chacun Ã©tÃ©Â condamnÃ©sÂ Ã une amende Ã©quivalente et contraints de prÃ©senter des excuses publiques avant chaque journau pendant une semaine, pour le simple fait dâ€™avoir relayÃ© un reportage dâ€™une tÃ©lÃ© kÃ©nyaneÂ Citizen TV,Ã qui qualif prÃ©sident tanzanien de â€œbornÃ©â€• en rÃ©fÃ©rence Ã son refus dâ€™instaurer un confinement gÃ©nÃ©ralisÃ© dans le p privilÃ©gier dâ€™autres moyens comme des rappels Ã lâ€™ordre ou des droits de rÃ©ponse alors mÃªme que les fautes ont Ã reconnues et vite rÃ©parÃ©es, ces sanctions extrÃªmement lourdes risquent de contribuer un peu plus au climat de peur qui sâ€™est installÃ© dans les rÃ©dactions tanzaniennes depuis lâ€™arrivÃ©e au pouvoir du prÃ©sident John Magufuli,Â dÃ©plor Froger, responsable du bureau Afrique de RSF.Â Si la crise sanitaire sâ€™amplifie, les journalistes tanzaniens risquent de refuser dâ€™enquÃªter ou tout simplement de couvrir ce sujet, ce qui privera la population dâ€™informations indÃ©pendantes essentielles pour lutter efficacement contre la pandÃ©mie.â€• Dans le mÃªme sens, MISA-Tanzanie, une organisation locale de dÃ©fense de la libertÃ© de la presse, a par ailleursÂ affirmÃ©Â quâ€™un simple avertissement des autoritÃ©s aurait Ã©tÃ© appropriÃ© et plus constructifâ€• que les mesures de suspension dÃ©cidÃ©es pour rÃ©gler ces affaires. Depuis lâ€™arrivÃ©e pouvoir du prÃ©sident John Magufuli en 2015, la libertÃ© de la presse nâ€™a cessÃ© de se dÃ©tÃ©riorer enÂ TanzanieÂ et le perdu 53 places depuis 2016 au Classement mondial Ã©tabli par RSF, dont six places dans lâ€™Ã©dition 2020 qui vient dâ€™ publiÃ©e. Aucun pays nâ€™a connu une telle dÃ©tÃ©rioration de sa situation ces derniÃ¨res annÃ©es. Un arsenal rÃ©pressif deÂ loisÂ visant Ã restreindre la libertÃ© dâ€™expression et dâ€™information a Ã©tÃ© dÃ©ployÃ©, des journaux continuent dâ€™Ãªtre suspendusÂ et les journalistes sont rÃ©guliÃ¨rement intimidÃ©s ou arrÃªtÃ©s. Le journalisteÂ Eric KabenderaÂ es derniÃ¨reÂ victimeÂ de ce harcÃ¨lement systÃ©matique contre les professionnels de lâ€™information. Lâ€™an dernier, il a pass mois en dÃ©tention. Le pays occupe dÃ©sormais la 124e place sur 180 pays auÂ Classement mondial de la libertÃ© de la presseÂ Ã©tabli par RSF en 2020.